

Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE

ADMINISTRATION-RÉDACTION : 29, RUE PIAT — PARIS (20^e) (Métro : Pyrénées)

UN SEUL CHEMIN, SUIVI PAR TOUS!...

Revenir aux moyens révolutionnaires!

Au train où vont les événements politiques en France, il apparaît bien que le Front populaire est sérieusement atteint.

Les grands partis qui le composent ne sont plus entre eux d'accord sur aucun des problèmes importants de l'heure.

Sur la dévaluation, notamment, radicaux, socialistes et communistes ont manifesté publiquement leur désaccord. Si finalement la dévaluation du franc d'un tiers a été votée, c'est que véritablement il n'y avait pas moyen de faire autrement. Ou plutôt parce que les moyens qui s'offraient pour éviter une nouvelle amputation de la monnaie, personne ne se sentait la force et l'intention de les appliquer.

Certes, nous sommes un peu loin de la formule : « Faire payer les riches » préconisée pendant la période électorale par les communistes. Ceux-ci, qui, ne l'oublions pas, sont soixante-douze à la Chambre, ont estimé préférable, tout en critiquant le projet, de le voter.

Cependant, ces défenseurs patentes de la classe ouvrière, l'ignorent pas que la dévaluation ne peut pas apporter autre chose aux travailleurs qu'une restriction de leur pouvoir d'achat.

Ils l'ont écrit, clamé, propagé avec raison. Cependant la dévaluation est là. Les socialistes ont fait de même, dont le mot d'ordre était : ni déflation, ni dévaluation. Idem, les radicaux, paladins du franc !

Ah ! les radicaux ! Avions-nous assez raison quand, il y a six mois, nous les dénoncions comme les alliés les plus redoutables de la classe ouvrière ! Aujourd'hui, ce sont leurs hommes publics qui se font les meilleurs défenseurs de l'oligarchie capitaliste. Car, n'est-ce pas, c'est bien à l'oligarchie industrielle et financière — surtout industrielle — que l'opération va profiter.

Et quels sont les moyens de défense que la classe ouvrière française va opposer à cet effacement de ses conditions de vie ? Ceux qui prétendent la représenter politiquement ont déjà répondu : « Débrouille-toi comme tu pourras. »

En effet, le corollaire indispensable que le gouvernement Blum avait mis à la dévaluation et qui était l'échelle mobile des salaires, a été supprimé sur le veto de la droite alliée aux radicaux.

A cela Blum répond par une demande de pleins pouvoirs pour intervenir — illusoirement d'ailleurs — contre l'élévation du coût de la vie.

La-dessus arrivent Caillaux et les « bons républicains » — de gauche, comme il se doit — du Sénat. Pas de pleins pouvoirs, dit l'échappé de la Capponnier, en agitant élégamment son monocle. Et, va te faire fiche, au moment où nous écrivons ces lignes, il y a des grandes chances pour que les pleins pouvoirs aillent rejoindre, dans les limbes parlementaires, l'échelle mobile.

Ainsi une expérience politique de plus va s'inscrire une fois encore au passif ouvrier.

Si nous voulions seulement prouver que nous avions raison quand, il y a six mois, nous prédisions l'échec de l'expérience parlementaire du Front populaire, cela nous serait facile aujourd'hui. Nous ne recherchons pas cette dérisoire satisfaction.

Aujourd'hui, ce qu'il importe, c'est d'envisager d'urgence les moyens de parer aux conséquences, inévitablement mauvaises pour les travailleurs, de la dévaluation.

Les uns pour se concilier les bonnes grâces de la bourgeoisie, les autres pour éviter à tout prix des troubles sociaux, politiciens radicaux, socialistes et communistes, ont ligoté le prolétariat français dans des rets redoutables. On a commencé par condamner ce moyen de défense révolutionnaire qu'était l'occupation des usines ; puis, se rabattant sur la solution réformiste, on a fait miroir aux yeux des masses l'appel de l'échelle mobile, qu'on vient d'abandonner de la même manière.

Cette attitude des dirigeants du prolétariat dicte à celui-ci sa conduite : revenir à la position révolutionnaire et à l'action directe qui lui ont si bien réussi en juin.

Et y revenir d'urgence !

A l'heure actuelle — octobre de 1936 — celui qui, en Espagne, en France ou dans n'importe quel pays du monde, ne sait pas oublier les petites différences doctrinaires ou les querelles purement personnelles pour forger l'unité révolutionnaire de toutes les forces ouvrières et socialement démocratiques, n'aura plus, désormais, le droit de s'appeler révolutionnaire...

Son sectarisme ne saurait prouver

qu'une seule chose : qu'il s'agit d'un égoïste ou d'un aveugle. Peut-être pire : d'un traître à la classe ouvrière...

Car, la victoire, face au fascisme, ne peut être réussie que par la création d'une seule armée, agissant avec un seul but, en suivant un seul chemin...

...Et ce chemin ne peut être que

l'Unité de toutes les forces antifascistes.

Il faut suivre un seul chemin dans l'action, par « économie de forces » ; forger l'Unité de cette action pour la rendre toujours efficace, et un seul but, choisi et clairvoyant : écraser la canaille fasciste, c'est-à-dire imposer un régime de Liberté et de Justice.

Alfonso de MIGUEL.

Solidarité ! Solidarité effective !

CENTRE DE RAVITAILLEMENT DES MILICES ANTIFASCISTES D'ESPAGNE

Un centre de ravitaillement pour les vaillants combattants d'Espagne fonctionne dès aujourd'hui au 203, RUE D'ALESIA A PARIS 14^e ARRONDISSEMENT. Nous savons qu'il suffira aux lecteurs du « Libertaire » de connaître l'existence de ce centre pour qu'immédiatement ils y fassent parvenir les marchandises dont nous publions la liste ici même.

Les dons volumineux et d'une certaine importance seront pris à domicile sur la demande des donateurs. Chaque semaine un convoi sera dirigé directement aux colonnes de la ligne de feu. Pour l'Espagne en lutte contre ses tyrans fascistes, pour les miliciens du front du combat DONNEZ, DONNONS TOUS ET SANS ATTENDRE !

LES MARCHANDISES DEMANDEES

Vestes de cuir, pantalons de velours, sous-vêtements de laine, Conserves, Sucre,

Café, Cigarettes, Médicaments, Pansements, Gâteaux secs.

LE DÉPART DE TROIS AMBULANCES

Très prochainement trois ambulances seront dirigées, la première sur le groupe international de la colonne Ortiz-Ascaso, la seconde sur le groupe international de la colonne Durruti, la troisième sur la colonne de Valence d'Alfonso de Miguel.

203, RUE D'ALESIA, PARIS-14^e

Retenez bien cette adresse et n'attendez pas pour venir y déposer vos dons volontaires.

UN COUP DE FREIN

Le Comité National de la C. G. T. s'est réuni pour examiner la situation ; le résultat de ces délibérations est la décision de freiner la combattivité de la classe ouvrière. Cela peut paraître paradoxal, mais c'est la vérité. Le paradoxe s'explique mieux en songeant que ces assises se sont tenues à la veille de la dévaluation du franc ; le prolétariat va être accusé à une défense active de ses salaires ; les dirigeants de la C. G. T. subissent l'influence des chefs gouvernementaux : socialistes, communistes, voire radicaux, craignent la mise en péril du gouvernement de Front Populaire à la suite d'une activité trop intense du prolétariat. Les résolutions adoptées insistent sur la nécessité d'une « économie en voie de prospérité », elles ajoutent : la multiplication et la nature des conflits revendicatifs risquent de troubler dangereusement cette situation économique. Donc, coup de frein.

*

Le moment est singulièrement choisi. Jouhaux lui-même reconnaît qu'« un fait n'est pas niable, il y a un réveil des organisations dissoutes, plus ou moins camouflées, nous savons qu'elles s'arment : nous savons aussi qu'elles se constituent en syndicats professionnels ; et là, nous nous trouvons directement visés, nous saisissions sur le vif une tentative fasciste pour déstagger nos organisations ». Capoccia, le modéré Capoccia des Employés est plus précis encore dans son appréciation : « Le résultat paradoxal de l'accord Matignon serait, si on ne réagit pas, d'enfermer la classe

ouvrière dans des accords où elle n'aurait eu aucune part ».

Comment se fait-il qu'il y ait si peu de protestation, de défense contre le freinage de la part des délégués des organisations de base ? C'est l'éternelle histoire ; les assises confédérales sont de plus en plus faites sur mesure suivant les volontés de la direction. Perrot, de la Fédération postale, signale avec quelle rapidité ce C. C. N. a été convoqué, même les organes directeurs de sa Fédération n'ont pu débattre ; il va de soi que dans ces conditions les syndicats n'ont évidemment pu émettre de fût que quelques indications timides.

Parfois un reflet de leur volonté passe enveloppé de réticences dans les interventions des délégués de province. Ainsi Vieille, de la Gironde, évoque « les licenciements d'ou-

vriers confédérés, il y a la une entreprise de destruction systématique de nos organisations qu'il faut dénoncer ». Il suggère : LE délégué ouvrier devrait peut-être recevoir le droit de contrôler les licenciements ; c'est le seul moyen de faire respecter la liberté syndicale.

*

Bien sûr, mais ils n'ont pas été ménagés

les délégués ouvriers au C. C. N. On dirait

que c'est d'eux que vient tout le mal qui menace l'économie en voie de prospérité. Jouhaux les accuse de subir l'influence des éléments troubles, au sein de chaque usine ». Leur crime est de céder aux impôts de la masse, or celle-ci, dit Jouhaux, cet ex-anarchiste individualiste, « ne raisonne pas ; elle entend obtenir, immédiatement, pleine satisfaction pour toutes ses revendications ». Et Roy, des Métaux, d'accourir au secours du secrétaire confédéral pour expliquer que les nouveaux venus au syndicat « attendent du Rassemblement populaire qu'il fasse sauter les cadres du régime capitaliste », alors qu'en réalité « tout n'est pas possible ».

Jouhaux insiste sous une forme adroite, conditionnelle, mais précise, pour que les ouvriers renoncent à l'occupation des usines ; voici cette partie de son intervention :

« Si l'occupation des usines ne doit pas être poursuivie en raison de la peur qu'elle crée dans l'opinion publique, des angoisses qu'elle fait naître, des possibilités de désagrégation qu'elle peut comporter en elle, si l'usine ne doit plus être occupée... »

(Voir la suite en 4^e page) L. N.

Centurie Sébastien Faure

Les camarades qui auraient la volonté de faire partie de la Centurie Sébastien Faure sont priés de se mettre d'urgence en rapport avec le camarade Pierre Odéon. Le départ de la Centurie pour le Front de Saragosse aura lieu rapidement.

S'adresser au Libertaire.

U.A. (Fédération Parisienne) - S.F.I.O. 5^e Section

POUR VAINCRE LE FASCISME,

POUR LUTTER CONTRE LA GUERRE,

POUR LA DEFENSE DE L'ESPAGNE,

L'UNION DE TOUS LES REVOLUTIONNAIRES DOIT SE REALISER.

POUR LA FORMATION DU FRONT REVOLUTIONNAIRE

TOUS EN MASSE AU

GRAND MEETING

qui aura lieu le samedi 3 octobre, à 20 h. 30, salle de la Mutualité, rue Saint-Victor (Métro : Mutualité), sous la présidence de AUDUBERT, secrétaire de la 5^e Section socialiste.

Prendront la parole :

WEISS,
Jeunesse Socialiste.

RINGEAU,
Jeunesse Anarchiste.

MARCEAU PIVERT,
de la
Gauche Révolutionnaire
du Parti Socialiste.

Sébastien FAURE
Union Anarchiste.

A CETTE SEANCE, LES FILMS DE LA REVOLUTION ESPAGNOLE SERONT PRESENTES

Ouverture des Portes à 20 heures. Tous les membres du service d'ordre de l'U.A. devront être présents à 19 h. 30, à la Mutualité. Participation aux frais : 2 francs; chômeurs : 1 franc.

En réponse à notre affiche le « Soir Marocain » demande pour nous les camps de concentration.

Il faut fermer la gueule aux chiens fascistes !

UN DISCOURS POUR RIEN

Le Gouvernement Blum et la Guerre

La première impression qui se dégage du récent discours radiodiffusé de Blum, c'est son caractère académique, autrement dit, son vide.

La forme mise à part, n'importe quel ministre « républicain » de n'importe quel gouvernement français aurait pu accoucher de ce noble rabâchage.

C'est de l'antique « slogan » de la bourgeoisie française triomphant de la féodalité pour instaurer son règne, c'est de cette ombre magnifique bafouée par tous les murs de prison, par tous les crimes et toutes les misères de l'exploitation capitaliste que Blum a cru devoir déduire les directives d'une politique intérieure et extérieure qui répondent aux terribles exigences de l'heure.

Passe encore si l'orateur, reprenant et vulgarisant la critique socialiste, communiste, anarchiste de la démocratie politique, de la démocratie formelle instaurée par la déclaration des Droits de l'Homme, avait posé, nationalement et internationalement, le seul problème qui vaille actuellement d'être posé, celui de l'accession à la démocratie sociale, à la démocratie réelle !

Passe encore, si, prenant la bourgeoisie au mot, il eût été possible d'espérer d'une liberté vraie ; d'une égalité et d'une fraternité possibles puisque déduites de l'expropriation des expropriateurs et de l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme !

Un tel discours eût pu jeter les bases d'une politique extraordinairement féconde. Une telle affirmation eût pu répondre (puisque réponse il y avait) de façon grandissante aux vociférations calculées de Nuremberg. Hélas ! Au lieu de cet espoir et de ce défi éminents, Blum nous a servi — une fois de plus — la ratatouille impérialiste dont tous les ministres, ses prédecesseurs, ont leurresté l'estomac du Français moyen.

Société des Nations, assistance mutuelle contre l'agresseur, paix indivisible (ou guerre indivisible), fidélité aux traités et aux pactes, unanimité pour la défense du sol (sic), la séquelle habituelle de naïvetés, d'hypocrisies et de mensonges qui lie les multitudes à leurs bourreaux et les vole, complaisantes, au massacre, à nouveau fatigué nos oreilles.

Si décevant que soit donc, du point de vue le plus général, le discours de Blum, cette déception est trop normale — étant donné l'homme, étant donné aussi (il faut être équitable) l'état actuel du mouvement ouvrier français — pour qu'elle puisse nous décourager.

Ce qu'il y a par contre d'inquiétant dans la déclaration du Président du Conseil, c'est qu'elle marque un recul dans la voie où il semblait prêt, dernièrement, à s'engager.

Le 9 août, à Saint-Cloud, Blum déclarait en effet — et c'était la première fois qu'un homme d'Etat français fêtait ce langage — que « vouloir la paix, c'est vouloir un régime du monde qui garantisse à chaque nation la faculté de travailler et de nourrir les personnes humaines qui la composent ». Et il conclut : « Il dépend de nous d'introduire un commencement d'ordre dans la répartition des matières premières et des débouchés, dans l'échange des produits, dans la distribution démographique et la migration des peuples. »

Nous n'ignorons pas, certes, ce qu'il y a d'utopique dans une politique qui prétendrait résoudre à l'amiable et toujours les contradictions impérialistes. Il n'empêche cependant — les exemples abondent — que ces contradictions sont susceptibles de se détendre temporairement à la faveur de compromis quand ceux-ci se révèlent possibles, et que présentement, pour des raisons que nous avons maintes fois formulées, la recherche sincère d'un compromis de cette sorte entre les deux camps impérialistes qui divisent l'Europe avant de la ravager de nouveau est une des rares chances qui restent de faire reculer la guerre.

C'est bien ce qu'il nous semblait que Blum avait compris, et la visite de Schacht à Paris, précédent celle, toute récente, du ministre du Commerce Bastid à Berlin, nous avait confirmé dans ce sentiment.

Or, c'est en vain qu'on chercherait dans le discours de Blum un passage qui participe de cette application concrète du fameux principe de fraternité à la politique internationale, application en faveur de laquelle Blum avait pris — pour la première fois — position à Saint-Cloud.

Tout ce qui, dans son dernier discours, pourrait, à la rigueur, s'y rapporter, c'est la phrase : « L'Histoire montre qu'une paix réelle et stable ne peut reposer ni sur l'injustice ni sur l'égoïsme. »

Pour notre « Libertaire »

Nos lecteurs ont été témoins de l'effort considérable que la rédaction du *Libertaire* a accompli depuis plusieurs mois pour améliorer, amplifier, rajeunir le contenu et la présentation de notre cher *lib.*

Nous avons eu la satisfaction de voir que cet effort était compris et apprécié de l'immense majorité des anarchistes et sympathisants à nos idées.

Qu'on se rappelle, en effet, les appels angoissés que nous étions obligés de lancer régulièrement pour assurer la vie de notre journal.

Il faut bien reconnaître qu'une désaffection regrettable s'était produite envers la propagande dont notre vieux *lib* est le meilleur instrument.

Puis, depuis un an notamment, nous avons vu, grâce aux efforts de tous les militants de l'Union anarchiste, cette situation critique s'améliorer progressivement et nous pouvons sans forfante n'optimisme déplacé dire que nous sommes dans la voie d'un redressement durable.

Les causes de cette situation nouvelle sont connues. Il y a eu la position générale que nous avons prise au sujet du Front populaire, position liée aux justes prévisions que nous avions faites et que le déroulement des événements a confirmées. D'autre part, notre position ferme et nette au sujet de toute guerre nous a conquises des sympathies nombreuses chez les ouvriers.

Il y a aussi, facteur le plus important, les événements d'Espagne qui sont venus rappeler sur nos doctrines l'atten-

sition dans les premiers rangs. Cependant, nous sommes convaincus que nous pouvons, en dépit des désastreuses et aussi scandaleuses conditions de la diffusion de la presse libre en France, atteindre un tirage beaucoup plus élevé.

Mais, pour cela, il faut que tous nos lecteurs, tous nos amis comprennent que nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes, que sur eux-mêmes.

Les ressources du *libertaire*, rappelons-le en passant, sont de trois sortes : 1^o l'abonnement, 2^o la vente au numéro et à la criée, 3^o la souscription.

L'abonnement, c'est la ressource la plus régulière et la plus sûre. C'est celle qui nous permet de compter sur les rentrées les plus sûres. Amis lecteurs, abonnez-vous si vous aimez votre journal.

La vente au numéro et à la criée procure également des ressources importantes et la vente à la criée est un incomparable moyen de diffusion et de propagande. Aussi ne saurons-nous trop faire appel aux jeunes — quel que soit leur âge ! — pour organiser des groupes de vendeurs et pour venir renforcer ceux qui existent déjà.

La souscription, enfin, reste et restera sans doute encore longtemps l'élément indispensable à l'équilibre de notre budget. Il n'est pas nécessaire d'expliquer aux lecteurs du *lib* à quel point la « matière imprimée » est onéreuse en France. Ils savent trop, pour qu'il soit utile d'insister, à quel point nous avons besoin de leur aide à ce sujet.

Aussi, après avoir en toute vérité ex-

Notes et Glanes

♦ Du Flambeau, 26 septembre : « Le port de Saint-Nazaire est infesté de réfugiés du « Frente Popular », qui font un recrutement intense de volontaires français pour l'Espagne anarchiste. N'affirme-t-on pas que la mairie socialiste de Nantes a envoyé à ses frais des jeunes gens abusés à la boucherie espagnole, etc... ». Je ne relèverai pas le mensonge du « recrutement intense » car tous nos amis savent que tant qu'ils n'auront qu'un fusil pour 5 combattants, nos frères Espagnols ne nous réclameront que des armes, et refuseront des hommes. Je veux simplement faire remarquer que les fascistes se connaissent bien entre eux. Car, une supposition que les jeunes gens abusés « soient incorporés dans les milices antifascistes et de ce fait, liés à la boucherie espagnole » quels seraient les bouchers, pauvres types du P.S.F., sinon vos semblables des hordes à Franco et à Molat ? Vous connaissant vous-mêmes, vous savez que si.

♦ Triste nouvelle ! Albert Ch.-Morice a terminé ses vacances. Aussi, sevré il à nouveau dans le « Journal ». Très affranchie, sa presse, dans le n° de mardi, Figures-vous que ce glorieux reporter, jaloux sans doute du trépas de son confrère Vautel tué par le ridicule, a accompagné un brave colonel fasciste sur le front de Somo-Sierra. Et, à Navarria, il a vu le cabaret Pasiónaria, « meublé de nombreuses couvertures et de plus nombreux encore cadavres de bouteilles d'alcool. Les militaires et les « miliciennes » veulent encore goûter à la volupté de l'acte d'amour, avant de mourir ! Par contre, je parie cent contre un que le Morice en question a applaudi à l'instaration des Bordels Mobiles aux Armées.

♦ Du même, même article, en parlant du « beau soldat qu'est le colonel Escames » ... à tous, (à ses soldats) il serrera la main, non plus comme à un supérieur, mais comme à un ami avec lequel on va faire du bon travail. « Le bon travail dont se réjouit le pisseur d'encre consiste à exterminer nos frères espagnols. Il est grand temps que cela finisse. Constituons le front révolutionnaire et, par dessus les mauvais bergers des syndicats ou du gouvernement, secouons efficacement ceux qui meurent pour nous. »

HENRI GUERIN.

NOS FÊTES

Les carnets d'abonnement pour les sept fêtes que nous donnerons au cours de la saison 1936-1937 sont dès à présent en vente au *Libertaire*.

Nous rappelons que le prix de ces carnets est de trente-cinq francs, soit cinq fr. la place au lieu de six francs. De plus, chaque carnet donne droit à un abonnement de trois mois au *Libertaire*.

La table ne contenant que six cents places nous invitons les camarades désireux d'être assis à ne pas arriver en retard. Les spectacles commenceront toujours à l'heure indiquée au programme.

Jusqu'à cette heure, mais pas plus tard, une place assise sera réservée aux détenteurs de carnets d'abonnement.

P. S. — La lettre du camarade pianiste m'ayant écrit, s'étant trouvé égarée, je le prie de bien vouloir m'envoyer son adresse à nouveau. Je m'excuse et le remercie à l'avance. H. G.

Attention aux fausses nouvelles

L'Humanité du 30 septembre publie le communiqué suivant que nous reproduisons intégralement :

Le 17 septembre, nous avons publié, sous toutes réserves, une dépêche d'agence parlant de violences que des anarchistes auraient commises à Puigcerda envers des communiens.

Dans un document signé par les représentants du Parti communiste, de la C.N.T. et de la F.A.I., du Parti socialiste et de l'U.G.T., des républicains de gauche et du syndicat du bâtiment, les anarchistes de Puigcerda nous déclarent que l'information en question était un vil mensonge.

Avec grand plaisir nous reproduisons la déclaration de nos amis, déclaration qui fait preuve de l'union étroite des forces populaires qui luttent en Espagne et en Catalogne pour la République, pour la liberté et pour la paix européenne :

« Dans le comité antifasciste qui dirige la ville de Puigcerda, il y a des anarchistes, des communistes, des socialistes et républicains de gauche. Tous, absolument tous, nous marchons coude à coude, d'accord en tout pour maintenir, conserver et renforcer notre victoire contre le fascisme. »

Nous remercions notre confrère d'avoir passé cette rectification qui lui vient de source plus sûre que l'information du 17 septembre.

Nous lui conseillons aussi de se méfier des « vils mensonges » d'agences qui obligent les anarchistes espagnols à rappeler avec de prudence l'organe des communistes français.

Une information demande à être vérifiée et on ne jette pas, même sous toutes réserves, le discrédit sur une organisation ouvrière.

Nous demandons aux lecteurs de l'Humanité de faire toutes réserves au sujet des informations attaquant les anarchistes et les syndicalistes espagnols.

GROUPE D'ERMONT

GRAND MEETING

Samedi 10 octobre, à 21 h.

Salle Pruvost, Tabac,

86, rue du Gros-Noyer, à Ermont

Les événements d'Espagne

Orateurs : FREMONT, RINGEAS, DOUTREAU.



Les risques du métier

péniblement des dix lignes dont s'orne la première page de l'*Intran* et qui ne semblent avoir d'autre but que d'indiquer aux esprits critiques la limite extrême de la sottise bien française et la quintessence du ridicule, est encore pour le moment un siège assez confortable et relativement sûr.

Nous disons bien « pour le moment », car il est bien évident que le jour où les provocations fielleuses des Gallus de tout acabit auront déterminé une nouvelle explosion, la carcasse de ces derniers vaudra beaucoup moins cher sur le marché.

Car je ne pense pas que les « jeunes » placés par la stupidité et le sadisme des fossiles revanchards qui font et défont l'opinion devant le tragique dilemme d'abandonner leurs affections pour déserter ou d'accepter par force le rôle d'assassins que leur aura dévolu la caste militaire toléreront que M. Lazarus-Gallus continue à marquer les points et rédiger les communiqués.

M. Lazarus-Gallus prêche quotidiennement la guerre et l'amour de la patrie parce qu'il a soixante ans et que, comme on dit communément, « il n'est plus dans le coup ».

Qu'il prenne garde. Parmi ces jeunes dont il fait si bon marché, il pourrait bien s'en trouver qui, le moment venu, saurait l'y remettre à son corps défendant.

Maurice Doutreau.

FAIRE PAYER LES RICHES

On ne peut nier à cette formule une signification et une résonance prolétarienne. Mais lorsqu'on recommande une mesure de guerre, il faut en concevoir les responsabilités. Des gens qui osent écrire au nom des pauvres : « La guerre civile c'est la guerre », sont mal qualifiés pour déclarer contre les riches des mesures d'expropriation. Il faut avoir perdu tout sens de la lutte des classes pour penser que les riches se plieront à une expropriation légale sous le couvert d'une nécessité nationale. Les riches manifestent en ce moment leur volonté de faire payer les pauvres par tous les moyens. Le gouvernement Léon Blum, détenteur momentané de la légalité, a capitulé sur tous les fronts. La légalité est intenable, pour un « gouvernement ouvrier », parce qu'elle n'est pas un outil à la disposition de tous, mais le moule de la bourgeoisie.

Peut-être ne serait-il pas inutile de remettre les choses au point et de faire remarquer à ce cuistre outreignant dressé en champion de l'héroïsme-plumitif que si des corporations telles que les couvreurs, les mineurs ou les mécaniciens de locomotive menaient au tel bruit chaque fois qu'un de leurs membres meurt victime de sa profession, ça ferait un assez joli vacarme.

Car il nous suffit de savoir que messieurs les journalistes, usent de leur prérogative d'observateurs soi-disant impartiaux et peuvent contempler avec le même oeil froid, et sans que leur conscience manifeste ou s'insurge les atrocités les plus terrifiantes et les dénis de justice, les plus flagrants. Un seul point de vue, un seul parti, celui du torchon qui les paie à grands renforts de fonds secrets et il n'est pour s'en convaincre que de se souvenir l'attitude des folliculaires pendant la guerre. Ceux qui écrivent : « le rouleau russe », « les Cosiques à cinq étapes de Berlin » et la « tarte de confiture », n'ont jamais fait partie du « compresseur », ne sont allés à Berlin qu'après l'arnaque et n'ont pas fait le plus petit pionnier avec la moindre tartine.

Ainsi concorde-t-on que Lazarus-Gallus qui prêche depuis des années la haine héréditaire et s'emploie de toute la force de sa syntaxe douteuse à ranimer les brandons de discorde entre la France et l'Allemagne sans avoir jamais payé de sa personne saute à pieds joints sur l'occasion de prouver aux gens mal intentionnés que tout n'est pas rose dans la « Grande Presse » et que le journaliste ne risque pas que la peau des autres.

De même que le général gagne sa « croix des braves » avec la carcasse des soldats par ses ordres décimés, M. Lazarus-Gallus préfère utiliser la dépouille de l'infortuné reporter crucifié par les « patriotes » espagnols et faire rejouir sur sa propre personne les lauriers du martyre et les épithètes de l'héroïsme. Tout beau ! Que M. Lazarus-Gallus diffuse aux quatre vents sa médiocrité et rende publique par le truchement des grands quotidiens où il prolifère le spectacle hilariant de son imbecilité doctorale et de son gâgisme présumé, qu'importe. Tout au plus s'il se montrait certain jour trop arrogant, nous serait-il permis de le rappeler à plus de discrétion dans la sottise par la menace d'un traitement analogue à celui promis à Clément Vautel, son digne frère.

Aujourd'hui, Radek est en passe de subir le même sort que ceux qu'il outrageait si bassement il y a un mois. Qui l'en plaindrait ?

L'ARRESTATION DE RADEK

Un moment du « procès » de Moscou et des exécutions qui l'ont suivi, nous avons signalé ici même l'étrange attitude de Radek, lui-même soupçonné de trotskyisme par antériorité. L'ancien rédacteur en chef de la *Pravda* avait commis un singulier article où, tout en crachant ignominieusement contre ses anciens amis, il énumérait avec une complaisance insolite les principaux griefs formulés contre le régime stalinien par l'opposition.

Aujourd'hui, Radek est en passe de subir le même sort que ceux qu'il outrageait si bassement il y a un mois. Qui l'en plaindrait ?

En faveur de nos camarades détenus en U.R.S.S.

Les délégués des milices antifascistes qui sont venus à l'appel de l'Union Anarchiste, de la Révolution prolétarienne, ont pris l'excellente initiative d'envoyer au gouvernement russe un télégramme demandant que nos frères du *Russia* emprisonnés par Staline, puissent venir en Espagne pour rejoindre à la bataille antifasciste, bataille que le gouvernement russe prétend soutenir... au moins moralement. Voici ce télégramme :

ZIK, STALINE, MOSCOU, U.R.S.S.

Délégation Milices Antifascistes Front Aragon demande au gouvernement russe accorder facilités départ pour Espagne révolutionnaire des vaillants lutteurs Francesco Ghezzi, Otello Gaggi et Herman Sandomirski. Espérons leur départ immédiat.

Délegué de la Colonne à Gaspe Joaquim Ascaso.

Délégués de la Colonne Durruti Emilienne Morin-Durruti.

Délégués de la presse C.N.T. à Valence Alfonso de Miguel.

L'arrestation de Fortin et la liberté individuelle

Nous informons les camarades que Fernand Fortin, de la Revue Anarchiste, fut brusquement arrêté, récemment, pour un très vieux délit de presse gravement amnistié. Il devait être relâché quelques jours plus tard.

Erreur, paraît-il. Mais — chose curieuse — les fascistes ne sont jamais l'objet de telles erreurs !

En attendant, on profite pour faire passer Fortin à l'anthropométrie la plus minutieuse et la plus moderne.

Une plainte vient d'être adressée au Garde des Sceaux, ne serait-ce que pour découvrir les responsables de cette arrestation arbitraire. Car les dirigeants peuvent changer ; la personne, demeure même s'il est fasciste.

Nous tiendrons les camarades au courant et nous pensons que les organes sympathisants utiliseront au mieux cette information : elle intéressera chacun de nous, car de tels procédés peuvent se renouveler demain pour d'autres.

Des Amis de la « Revue Anarchiste »

Le nouveau conseil de la Généralité

La semaine passée a vu se produire en Catalogne un événement politique important. Trois de nos camarades de la C.N.T. ont accepté de faire partie du nouveau conseil de la généralité. Ce sont les camarades Juan J. Domench, pour les approvisionnements ; Juan E. Fabregas, pour l'Economie ; Antonio Garcia Visca, pour la Santé et l'Assistance sociale.

On sait qu'en dehors du pouvoir politique, la C.N.T. a le contrôle effectif de la vie économique et sociale en Catalogne dans une proportion qu'il n'est pas nécessaire d'évaluer à 70 %.

Il faut se garder de croire que par ce geste important la C.N.T. a renoncé à sa position traditionnelle.

Il ne s'agit pas là d'une participation à un gouvernement classique soumis aux délibérations d'assemblées parlementaires traditionnelles.

Il ne faut pas perdre de vue qu'en Catalogne ce sont les organisations syndicales — et on sait dans quelles mesures celles de la C.N.T. sont prépondérantes — qui ont le contrôle effectif de la vie politique. Dans ces conditions et vu la gravité de la situation du point de vue de la défense antifasciste et de la reconstruction économique du pays, il était normal que la C.N.T. assumât, au moins pour une part, la responsabilité de la direction politique des affaires publiques. Son absence dans les conseils de la généralité la mettait d'autre part dans une situation défavorable par rapport aux partis politiques.

La nouvelle structure sociale de la Catalogne exigeait que l'organisation syndicale la plus importante moralement et matériellement put agir dans le domaine politique sur un pied de stricte égalité avec les partis politiques.

Pourquoi Tolède est tombé

La prise de Tolède, pour regrettable qu'elle soit, ne doit pas nous faire incliner à un pessimisme outrancier. Madrid voit s'écrouler un de ses bastions avancés ? C'est vrai. Mais cette chute était prévisible. Les raisons nous en sont données par Radio-La Catalogne elle-même : 1.000 fusils, 4 camions blindés, 2 canons antiépiens, 4 mitrailleuses, 25 motocyclettes, une ambulance automobile, voilà le butin ainsi par les fascistes vainqueurs. Il suffit de rapprocher la maigreur de ces chiffres du fait que cet armement était détenu par des militaires qui pris entre deux feux furent exterminés au nombre de 900. Donc, si un groupe de mille hommes était doté des engins énumérés plus haut, l'ensemble des armements détenu par les défenseurs de Tolède (5.000 hommes habitant la ville, et 6.000 venus de Madrid) comprenant 12 canons antiépiens, 24 mitrailleuses, comment résister aux colonnes bien outillées, dirigées par des « techniciens » de la guerre, tels ce capitaine Tiéden, nationaliste allemand, qui pénétra dans la ville à la tête d'une bandera du Tercio ?

La retraite était inévitable. Elle s'effectua en bon ordre grâce à l'héroïsme d'un groupe de miliciens qui pris entre deux feux, continuèrent la lutte « mètre par mètre et maison par maison, jusqu'à la porte de Bisagra. L'artillerie rebelle appuya puissamment l'infanterie. L'artillerie des gouvernementaux fut inexistante. Les pertes des gouvernementaux furent de 900 tués. Beaucoup de femmes se trouvaient priées eux. (Le Temps.)

Tout ceci démontre amplement la faiblesse des armements et moyens de défense des gouvernementaux. Les milices se replient et s'apprentent à défendre Madrid qui dispose de plus de ressources. D'autre part, la colonne Mangada pousse une pointe dans le flanc de l'ennemi fasciste, à Talavera de la Reina, ce qui constitue une hérineuse surprise sur le front de Franco.

Après Charleroi, militairement parlant, Paris devait tomber devant von Kluck. Une déviation à l'est de la 4^e armée allemande, une initiative hardie et contraire à la traditionnelle doctrine militaire qui défend de dégarnir une place de ses défenseurs, les taxis qui déversent des troupes sur la Marne, Von Kluck est battu, Paris dégagé. Ceci simplement pour rappeler que la guerre comporte une grande part d'inconnues souvent redoutables, mais quelques fois heureuses.

A. MADIN.

CE QU'ILS VEULENT



La « Fragua Social », de Valence

LES ONDES LIBERTAIRES A BARCELONE

Un anarchiste français parle aux travailleurs

La semaine passée, notre ami Lashortas a C.N.T. à Barcelone le discours dont nous extrayons les passages suivants au nom de l'Union anarchiste.

Amis français qui êtes à l'écoute, c'est un Français qui vous parle. Il n'a pas l'intention de mentir pour vous extorquer votre sympathie. Il ne veut vous dire que la vérité sur ce qu'il a vu depuis qu'il est en Espagne afin que vous puissiez juger en connaissance de cause cette révolution espagnole sur laquelle le monde a les yeux fixés.

Vous savez ce qu'était l'Espagne avant la révolution. Quelques centaines de propriétaires fonciers possédaient d'immenses domaines sur lesquels vivaient une masse de paysans affamés. Dans les villes, surtout à Barcelone, un capitalisme hautement évolué, ayant la main sur toute l'industrie et tout le grand commerce espagnol, insolentement campé dans de somptueux édifices, voisinaient avec un prolétariat réduit à la plus extrême misère et logé dans d'immondes taudis. Une armée où l'on comptait des milliers de généraux et d'officiers sans troupes, satisfaisait de leur inutilité dorée, grassement payés et étalant une morgue insupportable. Une église, enfin, ayant fait cause commune, non pas avec les humbles mais avec les puissants et prélevant avec arrière sur le travail des hommes de quoi entretenir dans l'oisiveté d'innombrables et opulentes communautés de moines. Telle était l'Espagne où une oligarchie mettait en coupe réglée un peuple réduit à la condition d'esclave.

Lorsqu'on examine objectivement les événements qui marquent le début de la révolution, il faut reconnaître immédiatement ce point essentiel à savoir que l'initiative de la lutte n'est pas venue de la classe ouvrière. Ce n'est pas elle qui a pris les armes la première. Ce n'est pas elle qui a pris la responsabilité des massacres. Ses mains sont purées du sang versé. Que celui-ci retombe donc sur les coupables... Reprenons le cours de cette histoire. Le 19 juillet 1936, après l'avoir longuement médité et avoir acquis les compliqués indispensables, des militaires de coup d'Etat, des généraux traitres à leur serment tentèrent de lancer leurs troupes contre le peuple et, brisant avec la légalité, d'établir une dictature. Dans les grandes villes, à Barcelone, à Madrid, à Valence, ils réussirent en les trompant à entraîner leurs hommes et à les engager dans l'aventure sanglante qu'ils révoyaient. Au premier moment, il y eut, du côté du peuple, quelque désarroi. On se battait dans les rues, à armes inégales, à coups de pierres, quelques-uns, contre des militaires bien abrités. Mais très vite la lutte s'organisa. Des militants de la C.N.T. se prirent partout la direction ; leur mépris du danger dans le présent et leur clairvoyance dans le passé furent d'eux tout naturellement des entraîneurs d'hommes. Partout ils firent face à l'ennemi.

Partout la lutte fut dure. Elle coûta la vie aux meilleurs fils du peuple. Partout elle sema la ruine et le désespoir. Mais en dépit de moyens immenses, les factieux furent vaincus : Barcelone, Madrid, Valence, les Asturies restèrent aux mains du prolétariat. Le coup d'Etat avait échoué.

Aujourd'hui, la lutte continue. Les généraux, furieux de leur échec, la veulent atroce. N'est-ce pas l'un d'eux, le sinistre Franco, qui déclarerait quelque jour qu'il ferait, s'il le fallait, fusiller la moitié de l'Espagne ? Car leur haine du noble peuple espagnol n'a pas de limites. Pour l'abattre sanglant à leurs pieds, ils sont prêts à tous les crimes, à toutes les infamies et à toutes les impostures. N'ont-ils pas, ces représentants de la civilisation, fait venir du Maroc ce ramassis de bandits, de voleurs, de tueurs professionnels qu'est le Tercio, la sinistre Banderia, la Légion étrangère espagnole ? N'emploient-ils pas, ces défenseurs de l'église, les « Regulares », mercenaires musulmans, chargés de massacrer très chrétiennement le peuple espagnol, le Croissant venant ainsi, par un ironique renversement de l'histoire, au secours de la Croix ? Vous savez par la lecture de vos journaux, même de ceux (et c'est le plus grand nombre) qui ont pris le parti des rébellés, comment ceux-ci entendent semer partout la terreur. Dans les territoires qu'ils occu-

pent ils se livrent à des massacres massifs de militants ouvriers. A Séville, à Saragosse, ils règnent sur des monteaux de cadavres. Leur méthode et celle de leurs troupes sont le vol, l'incendie, l'assassinat des enfants et le viol des femmes. Ils ont ressuscité en plein vingtième siècle l'Espagne inquisitoriale, celle des bûchers et des tortures. Ils veulent anéantir des siècles d'effort humain et de progrès vers la lumière et le bonheur.

Et de l'autre côté que voyons-nous ? Nous voyons des hommes qui luttent pied à pied contre cette barbarie déchainée. J'ai été le témoin — et ce sera la fierté de toute ma vie — de ce prodigieux effort. Il n'est point de plus beau spectacle que celui d'un peuple luttant pour sa liberté. Chaque jour des colonnes de militaires partent vers le front. Regardez : au long des rambles, sur les boulevards, leur flot coule, puissant et tumultueux. Un drapé rouge et noir, couleurs de la C.N.T. et de la F.A.I., flotte au-dessus de ces hommes, qui ne sont point des soldats au service de l'impérialisme, qui sont des militaires, libres et fiers, combattants de la liberté. A côté d'eux, parfois, quelques amis, une femme, des enfants. En tête l'état-major, mais non point galonné et parodiant : rien d'apparent ne distingue ; ce sont en cette bleue d'ouvriers des militants syndicalistes, qui n'ont fait que troquer l'outil pour le fusil et qui ne réclament d'autres priviléges qu'une plus lourde responsabilité. A la gare des adieux s'échangent. Des amis se serrent la main. Une maman est là ne pouvant pas dénouer ses bras qui enserrent le cou de son fils. Des cris : « Salut compagniers ! », salut compagnons !, et le train s'ébranle emportant ces guerriers extraordinaires qui savent enfin pourquoi ils se battent.

Et tandis que les uns luttent, les autres construisent. Ceux qui ont une autre ambition : ils veulent refaire un monde, effacer les vieilles injustices, répandre le bonheur là où ne régnaient que l'abrutissement et la misère. Déjà ils ont brûlé d'un ciseau vigneron les traits de la Barcelone nouvelle... Point de criseps dans son visage : la ville est animée mais non point farouche. Une activité intense règne aux abords du port et dans les artères principales qui parcourent à toute vitesse des automobiles réquisitionnées portant presque toutes les initiales prestigieuses de la C.N.T. et de la F.A.I. Les anciens maîtres ont abandonné la ville, ils sont enfouis dès le début de la révolution car leur conscience n'était pas tranquille... Qu'à cela ne tienne : les syndicats ont pris leur place et contrôlent toute l'économie. Des coopératives, comme celle des spectacles ; les services publics fonctionnent admirablement. Pour la première fois, en dépit des difficultés qu'on devine, les trains partent à l'heure. Le ravitaillement de toute la Catalogne est parfait. La plupart des entreprises ont retrouvé leur activité. Il faut, en effet, que la production et les échanges ne chôment pas, que le travail continue partout et qu'à l'effort de l'avant réponde celui de l'arrière. Dans cet effort Barcelone a tendu tous les ressorts de sa volonté.

Economie de guerre ? Soit. Mais tout en faisant face ainsi aux impérieuses nécessités de l'heure, ceux qui ont reçu la mission de conduire la révolution à son terme travaillent à jeter les bases économiques et sociales du monde de demain. Ce monde ne doit point reproduire les tares de l'ancien. Il faut effacer l'injustice, faire régner l'égalité, répandre l'abondance. Programme grandioses mais qui n'éffraie pas les pionniers de la C.N.T. Un souffle créateur passe sur cette Espagne endormie depuis des siècles et qui ressuscite soudain à la vie. Il y a là pour un observateur attentif une source d'étonnement et un prodigieux spectacle. L'Espagne nouvelle ne doit plus rester un désert : des techniciens, quelquefois improvisés, se préoccupent de la mettre en valeur, d'exploiter ses richesses naturelles, de multiplier ses fabrications, d'accroître le rendement de son agriculture. L'Espagne nouvelle a l'intention de réussir là où le capitalisme avait échoué.

Mais elle veut s'attaquer à une autre besogne : c'est l'homme ne vit pas seulement de pain. A cette Espagne matériellement rénovée, il faut une conscience nouvelle. L'ignorance et la superstition dans lesquelles croupissaient le peuple des villes et des campagnes doivent à jamais disparaître. C'est là le rôle de cette « école nouvelle unifiée » dont d'éminents pédagogues, des médecins, des administrateurs dressent le plan général. Un enseignement rénové de fond en comble, à la fois technique et rationnel mais toujours largement humain, un harmonieux agencement fondé sur le mérite, en voilà les principales caractéristiques. Elle donnera à l'Espagne de demain les enfants dont elle a besoin, différents mais égaux en droits. Les vraies révolutions sont grosses d'une civilisation plus haute. Celle qui se déroule ici ne fera pas exception. Elle apportera au monde la bonne nouvelle. En abolissant l'antique loi de l'exploitation de l'homme par l'homme, elle veut constituer la grande communauté humaine des travailleurs librement associés ; elle veut jeter bas tous les vieux priviléges, toutes les fausses hiérarchies, toutes les superstitions absurdes. Elle veut émanciper l'homme.

Ce sont là les tâches de la révolution, tâches grandioses, pour l'exécution desquelles le peuple espagnol est prêt à combattre jusqu'à la mort. Comprendons bien, camarades français, ce que cela signifie. Cela signifie qu'entre l'Espagne populaire et le fascisme, il n'est point de compromis possible. L'une ou l'autre doit l'emporter. Si ce devait être le fascisme, l'Espagne serait de nouveau plongée dans les ténèbres. Une répression impitoyable s'abattrait sur les paysans et les ouvriers coupables d'avoir espéré dans l'avenir de la justice. La grande flamme de la révolution s'éteindrait sous des flots de sang. Si au contraire le prolétariat espagnol triomphait, c'est pour ce pays le début d'une ère prodigieuse de progrès économique et culturel, c'est la perspective magnifique de la renaissance d'un peuple, c'est un espoir

nouveau qui se lève dans le monde. Telle est l'alternative.

Diron-nous, dans ces conditions, que nous n'avons pas à choisir ? Affirmons-nous au nom de je sais quel nationalisme que ceci ne nous regarde pas ? Je vous le demande, amis français, pensez-vous que vous n'avez pas à choisir entre les assassins et les victimes ? Entre les oppresseurs et les opprimés ? Entre une mafia de brigands, d'incendiaires et le courageux peuple espagnol ? Entre la barbarie et la civilisation ?

Et si votre conscience restait muette, à son défaut, votre intérêt ne vous dicte-t-il pas votre conduite ? Prenez garde ! Le fascisme n'entend pas limiter ses progrès. Après avoir conquis l'Italie et l'Allemagne, pensez-vous qu'un nouveau succès en Espagne satisferait son appetit ? Ce serait là une lourde erreur. Sans aucun doute, alors, la France, entourée de pays fascistes, verrait-elle aussi le déchaînement d'une guerre civile. N'avons-nous pas, nous-mêmes, nos apprentis dictateurs qui rêvent d'assassiner la république ? Et ne voit-on pas combien le succès du fascisme en Espagne encouragerait leurs monstrueux espoirs ?

Voilà pourquoi les travailleurs de France ne peuvent rester neutres. Il faut que qu'ils comprennent que de la lutte menée par leurs frères espagnols dépend leur propre sort et celui de leurs enfants. Leur devoir le plus évident est de les aider à vaincre. Ce devoir, ils ne peuvent songer à l'espérer en dépit des conventions de neutralité signées par leur gouvernement. Soyons catégoriques. Nous ne nous étonnons pas de l'attitude de neutralité du gouvernement Blum et ce n'est pas nous qui réclamons autre chose de lui. Mais une chose est la politique d'un gouvernement, autre chose celle de la classe ouvrière. Depuis quand celle-ci doit-elle compter sur des ministres bourgeois pour prendre à sa place ses propres responsabilités ? Que le gouvernement français se dérobe derrière des arguments juridiques, soit ! Mais le prolétariat a d'autres devoirs et d'autres motifs d'agir.

Sans doute cette action pose-t-elle de redoutables problèmes. Il est nécessaire, dans un monde où les conflits impérialistes deviennent de plus en plus aigus, de ne rien faire qui puisse provoquer une guerre entre les peuples. Une pareille guerre n'est-elle pas, d'ailleurs, la suprême pensée du capitalisme aux abois ? N'est-ce pas le même général Franco qui déclarait qu'au besoin, s'il se voyait acculé à la défaite, il ferait naître un incident international dont la guerre sortirait ? C'est donc là l'autre péril. Il faut que chacun prenne une claire conscience dans un moment où les excitations chauvines se font de plus en plus violentes. De quelque manière qu'on l'appelle, en effet, et prête-t-il l'apparence d'une croisade de la démocratie contre le fascisme, une guerre internationale est toujours une défaite du prolétariat et ce n'est donc pas nous qui révons, pour reprendre en l'inverse une formule fameuse, de transformer la guerre civile d'Espagne en une guerre impérialiste qui verrait la liquidation de toutes nos conquêtes et de tous nos espoirs.

Mais ceci étant posé, nous devons affirmer que le prolétariat français n'acceptera jamais, quant à lui, de demeurer « au-dessus de la mêlée ». Il ne séparera pas ces deux devoirs qui sont le maintien de la paix entre les peuples et le soutien actif des révolutionnaires espagnols. Par tous les moyens, il entend faire cause commune avec ceux-ci et leur apporter, que le gouvernement le veuille ou non, les armes, les avions, les munitions qui leur manquent. Il n'est point d'autre solution. La classe ouvrière de France ne peut tolérer plus longtemps une neutralité à sens unique qui permet aux rebelles de se ravitailler abondamment et qui asphyxie le vaillant peuple espagnol. Il convient donc — je voudrais en convaincre ici tous les Français qui m'écoutent — non point de réclamer contre le fascisme, une guerre internationale, mais toujours une défaite du prolétariat et ce n'est donc pas nous qui révons, pour reprendre en l'inverse une formule fameuse, de transformer la guerre civile d'Espagne en une utopie dangereuse, mais de monter aux travailleurs de notre pays qu'ils doivent faire eux-mêmes leurs propres affaires, se substituer à leurs ministres défaillants et apporter leur secours au prolétariat d'Espagne. Le temps presse. Il faut agir. Que les partis politiques imitent l'Union anarchiste française, que les syndicats, que la C.G.T. fassent leur devoir, qu'ils affirment ainsi, selon le mot de Proudhon, « la capacité politique de la classe ouvrière », que partout s'organisent des comités de secours au peuple espagnol qui ne peut rester désemparé devant ses assassins et qu'ainsi le pur flambeau de la révolution ne soit pas écrasé sous la botte du fascisme.

Un membre de la C.N.T. est fusillé, après lui, on se débarrasse du père, de la mère et les assassins fascistes jettent les enfants à la rue en avertissement les voisins qu'ils seraient fusillés s'ils s'avisaient de recueillir et de nourrir les enfants. Des cas comme celui-là, nous pourrions en citer PAR CENTAINES.

Pendant 15 jours, à Saragosse, on a fusillé au moins cent personnes quotidiennement, mais malgré ces crimes, le prolétariat de Saragosse reste rebelle et ne sera jamais lâche. Pour asséoir sa domination, Cabanelas devrait fusiller les trois-quarts de la population.

Le camarade échappé de Saragosse nous parle alors de Zenon Canudo et de Joaquín Aznar, militants de la C.N.T., tombés sous les balles du peloton d'exécution et il nous demande, ainsi qu'aux anarchistes de France, de faire connaître les atrocités fascistes et d'aider le peuple d'Espagne à vaincre.

Comment les fascistes prirent Saragosse

Un bon camarade qui a réussi à passer de Saragosse dans les lignes antifascistes a bien voulu accorder au *Libertaire* l'interview que nos lecteurs liront avec intérêt. Les renseignements fournis par Roberto précisent les conditions grâce auxquelles le sinistre Cabanelas pu se rendre maître de la grande ville de Saragosse. Voici les déclarations recueillies de la bouche d'un témoin oculaire :

« Depuis plusieurs jours les militants de la C.N.T. et de la F.A.I. s'attendaient au soulèvement militaire.

Les autorités refusent de mettre le peuple en état de défense

Le vendredi 18 juillet une commission de l'U.G.T. et de la C.N.T. se rend près du gouverneur de Saragosse pour attirer son attention sur l'activité de Franco au Maroc et sur l'urgence qu'il y avait à distribuer les armes au peuple par l'intermédiaire des syndicats. Le gouverneur protégeait. Le samedi 19 juillet un plenum de la C.N.T. décide d'exiger la remise immédiatement d'accès à cette mise en état. A 1 heure du matin, le dimanche 20 juillet, 20.000 hommes descendent alors dans la rue pour prendre les armes par la force.

A 1 h. 30, le Comité révolutionnaire (U.G.T., C.N.T., F.A.I.) donne l'ordre à la foule de se rendre dans les locaux syndicaux dans lesquels la distribution des armes doit avoir lieu, mais à la stupéfaction générale des détachements de gardes d'assaut assiègent les syndicats et procèdent à de nombreuses arrestations.

La lutte aux barricades

Immédiatement les barricades se dressent. Avec quelques fusils en mains les compagnons s'emparent des points principaux de la ville. Le lundi 21 juillet,

Dévaluation, partis et classes

En 1925, Kautsky présentait ainsi la dévaluation : « Bien loin d'être une mesure socialiste, disait-il, c'est un impôt levé sur la population au profit de l'Etat et des spéculateurs. »

La première conséquence de la dévaluation est, en effet, d'ouvrir à l'Etat un crédit correspondant au rapport de l'encaisseur avec le taux de dévaluation. Ainsi une dévaluation de 30 % portant sur cinquante milliards d'or laissera au Trésor français une plus-value de 15 milliards. Sur ces quinze milliards dix seront immobilisés par la nécessité de garantir la monnaie sur le marché international. A cet effet, un Office d'égalisation des changes sera tenu de cette grosse partie de la plus-value. Les cinq autres milliards serviront au remboursement des facilités de trésorerie accordées par la Banque de France.

L'Etat est donc bien le profitier direct de la dévaluation. « Nous venons d'assister à une socialisation du franc jusqu'à concurrence de 25 à 35 % », s'écrit lundi un député à la tribune de la Chambre. Le gouvernement s'est ouvert par la force un crédit que lui refusait la confiance publique. L'opération s'est déroulée avec promptitude, dans une atmosphère de calme. Les partisans assuraient au gouvernement le succès de leur sympathie active, les adversaires le succès de leur passivité. Dans les sphères où l'opération fut accueillie avec réserve, on manqua singulièrement de base de critique pour attaquer l'expérience.

L'autre profitier de la dévaluation est le spéculateur dit Kautsky. Le gouvernement a pris par avance des mesures contre ceux qui n'ont pas compris encore que l'escroquerie à la monnaie n'est pas l'affaire de quelques-uns mais d'un seul. Le gouvernement annonce la réquisition de l'or au prix actuel, la dénonciation des opérations à terme, et des mesures de surveillance spéciale contre les fauteurs de vie chère.

En théorie du moins, le spéculateur n'y gagnera rien, mais qui donc va y perdre ? La population, dit Kautsky. — Mais qu'est-ce donc que la population ? — Un ensemble de classes échelonnées de la misère la plus profonde à la fortune la plus assurée, dont les intérêts sont dressés dans une lutte sans fin, dont les pensées sont de destruction réciproque, dont la simple énonciation est tout un programme de bataille.

Aucune mesure gouvernementale ne frappe indistinctement le peuple. Mais qui donc doit frapper une mesure émanant de personnalités socialistes ? Le riche penserez-vous ? Mais le riche est à l'abri de toute chose. Le riche ne craint pas le gouvernement. Le gouvernement est sa chose et le ministre appartient au gouvernement. Au gouvernement il n'est plus de socialistes, de radicaux, de libéraux. Il n'est plus que des serviteurs inconscients du capital. Le riche passe à travers la dévaluation comme à travers la guerre. Tout ce qui n'émane pas du prolétariat se fait avec la permission et sous la pression des riches.

Le haut capital souffrait d'un effondrement des prix de gros consécutif à la crise.

Les contingements, les barrières douanières ne parvenaient plus à renflouer la base du capital. Les crédits de l'Etat suivant le canal unique de la guerre, laissaient à sec tout le champ de l'économie nationale. La compression des frais de production se trouvait à chaque moment bouleversée par la volonté revendicative des travailleurs. L'abaissement du taux de bénéfice ne se trouvait plus compensé par la masse du profit. La méfiance des classes petites-bourgeoises, la rapacité du capital financier rendaient difficiles les crédits. Le niveau élevé des prix ou interdisait l'exportation.

Paul Reynaud fut longtemps l'apôtre éclairé de cette classe d'industriels qui n'ont ni foi, ni patrie, ni respect pour quelque symbole d'aucune sorte. La Banque de France, bastion du capitalisme féodal, s'opposa plusieurs fois à la volonté du capital industriel qui avait lui, intérêt direct au nivellement des prix internationaux, à l'abaissement du loyer de l'argent, à toutes les mesures qui soustraient le capitalisme d'aventure à la surveillance du capitalisme féodal.

La dévaluation arrache en quelque sorte le débiteur à l'emprise de son créancier. Le capitalisme ne peut donc accueillir l'expérience d'une même voix. Tout ce qui est banque de dépôt, usurier, prêteur, rentier, râaille d'argent se lamente. Ce qui est banque d'affaires, bazars gorgés de stocks, purris de dettes et sans clients, hôteliers, commerçants, débiteurs de toute sorte se réjouit.

Chaque clan se charge des méfaits et cherche à tirer à soi les bénéfices. Le débiteur réclame la liberté de l'expérience. Le créancier en réclame la surveillance et l'aide éclairée de l'Etat. Tout ce qui gémit aux basques du banquier, du retraité, du rentier formule sa critique et présente ses restrictions. Tout ce qui est patron réclame qu'on laisse faire l'expérience. Le parti socialiste approuve la politique de ses chefs non parce que la politique est socialiste mais parce que les hommes qui la font sont ses chefs. Entre deux lamentations sur les petits profiteurs, le parti communiste se penche sur la nouvelle grande misère du prolétariat. Le parti radical qui est généralement pour le patron comme pour l'ouvrier demande que les restrictions soient si nombreuses et si complexes qu'elles touchent finalement à la liberté pure et simple.

Quels sont en quelques mots les résultats pratiques de l'expérience ?

Ils peuvent se résumer ainsi :

L'or rassuré ou forcé rentrera dans les caisses de l'Etat. Les capitaux exportés ou théorisés par la crainte reprendront le chemin des entreprises privées et du Trésor. Les rentes connaîtront une marche ascendante, déterminant une baisse du loyer de l'argent. Le volume des affaires permettra une décharge fiscale qui doit compenser normalement une hausse massive des prix de gros. Le capitalisme va connaître quelques mois de vie factice. Quel sera dans ce bouillonnement, la situation et le comportement des classes ?

LUC DURAT.

(A suivre).

UN COUP DE FREIN

(Suite de la 1^e page)

Le communiste Hénaff, de la Région parisienne, se joint à lui sous la même forme conditionnelle : « L'occupation des usines ? Nous voulons bien demander à nos camarades d'y renoncer... »

Combien ces hommes sont pris par la hantise d'assurer le « rendement », les uns pour que la société capitaliste puisse encore un peu survivre, eux qui craignent qu'il y ait une France apte à la « défense nationale », à la guerre à côté du gouvernement russe ; le résultat est le même. Il ne faut pas que la « cadence » ralentisse, il faut volontairement renoncer à l'une des plus réelles conquêtes des mouvements de juin : travailler plus à son aise, lever la tête au-dessus de la machine, être moins brisé en sortant de l'usine. Pas de ça, dit Jouhaux : « Personne ici ne pourra accepter que l'application de lois sociales aboutisse à une diminution du rendement de l'ouvrier ». Et le communiste Frachon, l'adjoint, d'opiner : « Les ouvriers travailleront en effet, dans ces usines, de manière normale et quelquefois augmenteront leur production ».

La pilule est amère à avaler. Les démagogues habiles le savent : « Par ailleurs, nous ne pouvons pas ne pas apporter aux ouvriers des satisfactions tangibles », dit Frachon. Voyons ces satisfactions tangibles.

« Mais dans les circonstances actuelles, étant donné l'instabilité présente et étant donné l'instabilité future, si l'on ne veut pas que notre économie soit troublée d'une façon constante par des mouvements d'arbitrage, il faut que les salaires se transforment selon les transformations de l'index du coût de la vie », propose Jouhaux.

En termes plus clairs, renoncez aux occupations, renoncez aux grèves, laissez-vous ligoté par des conventions solides, et vous aurez l'échelle mobile, un index impartial établi et vos salaires grimperont automatiquement.

Autre compensation assurent les dirigeants ; vous aurez l'arbitrage : Jouhaux le concoit comme suit : « Nous avons déclaré que nous étions prêts à accepter et même à réclamer la procédure d'arbitrage. Nous l'avons dit devant les représentants du patronat. Nous leur avons demandé s'ils acceptaient cette procédure de continuité des pourparlers jusqu'à la solution. Au stade primaire, après discussion directe entre les intéressés, après débat devant la commission paritaire départementale, le conflit serait porté dans la huitaine devant une commission où siègeraient des représentants de la Fédération syndicale et de la Fédération patronale ; puis, le cas échéant, devant une commission composée de représentants des deux Confédérations, patronale et ouvrière, avec dans l'un et l'autre cas, le ministre intéressé ou son représentant ». Frachon, le communiste « s'est prononcé lui aussi pour l'arbitrage obligatoire ». La chose et le mot sont là.

Enfin il fallait bien compenser aussi le renoncement aux occupations d'usine. Jouhaux suggère : « L'usine doit être neutralisée » en cas de grève, c'est-à-dire que lorsqu'une majorité de travailleurs s'est prononcée pour des revendications et que ces revendications n'ont pas obtenu satisfaction et qu'il s'ensuit un mouvement de grève, l'usine doit être fermée ». Hénaff approuve cette condition posée comme contre-partie à l'abandon de « la grève sur le tas ».

Le problème se trouve ainsi entièrement transporté sur le terrain de la lutte entre la tirelire ouvrière et le coffre-fort patronal. L'issue de la bataille n'est pas difficile à prévoir. Surtout quand celle-ci se déroule dans une ambiance de crise, qu'il est si aisément d'agir les commandes en province ou dans d'autres filiales ; et puis le contrôle de ces fermetures ne reste-t-il pas entre les mains des fonctionnaires gouvernementaux, d'une caste ou le souffre d'air républicain promis par le Front populaire continue à n'être qu'un effeuillé.

Voilà ce qu'écrivit le comité de rédaction de « *Esprit* » en post-scriptum à un article de V. Sergé :

« Il faut choisir : ou la révolution russe est encore en période de guerre au bout de vingt ans et c'est un aveu sur la prétendue popularité du régime, ou elle est profondément enracinée et l'exécution de Moscou est l'acte gratuit d'une dictature. Quelle différence avec Matteotti ?

« *Esprit* » a toujours donné sa signature aux protestations élevées en faveur des victimes de l'oppression politique d'où qu'en vienne l'initiative. Désormais quand l'initiative viendra du P.C. qui ose se prétendre encore le représentant de la démocratie ouvrière nous lui répondrons : incompté ! ou plutôt la secte politique stalinienne vient de montrer qu'elle possède une compétence indiscutable : celle de l'assassin pour l'assassinat. »

Ici nous ne pouvons qu'applaudir à ce réveil de l'esprit critique. Les balles de Moscou sont l'achèvement d'un stade de la révolution russe. En Europe aussi un stade va s'achever, celui qui vit naître et prendre de l'extension le mensonge du précédent socialisme et de la prétendue liberté de l'U.R.S.S. Fini le dilemme : fascism ou bolchevisme !

Le prolétariat a le droit de refuser le choix entre les assassins.

Un mauvais coup

Pour se survivre — disait à peu près Proudhon — le régime propriétaire est obligé de faire faillite tous les trente ans. Il y a huit ans ce régime a fait une faillite pour se préserver de la révolution qui grondait, engendrée par la misère. La misère, le régime l'a créée, la distille sournoisement et l'étend du prolétariat aux classes moyennes. C'est qu'on ne développe pas les privilégiés, le bien-être des castes et des oligarchies sans en faire suivre les conséquences au Nombré, à la Masse.

La moyenne bourgeoisie a vu son bien-être rogner, avili sans comprendre qu'il était la racine d'un peu surviver, eux qui craignent l'au-delà du capitalisme ; les autres pour qu'il y ait une France apte à la « défense nationale », à la guerre à côté du gouvernement russe ; le résultat est le même. Il ne faut pas que la « cadence » ralentisse, il faut volontairement renoncer à l'une des plus réelles conquêtes des mouvements de juin : travailler plus à son aise, lever la tête au-dessus de la machine, être moins brisé en sortant de l'usine. Pas de ça, dit Jouhaux : « Personne ici ne pourra accepter que l'application de lois sociales aboutisse à une diminution du rendement de l'ouvrier ». Et le communiste Frachon, l'adjoint, d'opiner : « Les ouvriers travailleront en effet, dans ces usines, de manière normale et quelquefois augmenteront leur production ».

Combien ces hommes sont pris par la hantise d'assurer le « rendement », les uns pour que la société capitaliste puisse encore un peu surviver, eux qui craignent l'au-delà du capitalisme ; les autres pour qu'il y ait une France apte à la « défense nationale », à la guerre à côté du gouvernement russe ; le résultat est le même. Il ne faut pas que la « cadence » ralentisse, il faut volontairement renoncer à l'une des plus réelles conquêtes des mouvements de juin : travailler plus à son aise, lever la tête au-dessus de la machine, être moins brisé en sortant de l'usine. Pas de ça, dit Jouhaux : « Personne ici ne pourra accepter que l'application de lois sociales aboutisse à une diminution du rendement de l'ouvrier ». Et le communiste Frachon, l'adjoint, d'opiner : « Les ouvriers travailleront en effet, dans ces usines, de manière normale et quelquefois augmenteront leur production ».

La pilule est amère à avaler. Les démagogues habiles le savent : « Par ailleurs, nous ne pouvons pas ne pas apporter aux ouvriers des satisfactions tangibles », dit Frachon. Voyons ces satisfactions tangibles.

« Mais dans les circonstances actuelles, étant donné l'instabilité présente et étant donné l'instabilité future, si l'on ne veut pas que notre économie soit troublée d'une façon constante par des mouvements d'arbitrage, il faut que les salaires se transforment selon les transformations de l'index du coût de la vie », propose Jouhaux.

En termes plus clairs, renoncez aux occupations, renoncez aux grèves, laissez-vous ligoté par des conventions solides, et vous aurez l'échelle mobile, un index impartial établi et vos salaires grimperont automatiquement.

Autre compensation assurent les dirigeants ; vous aurez l'arbitrage : Jouhaux le concoit comme suit : « Nous avons déclaré que nous étions prêts à accepter et même à réclamer la procédure d'arbitrage. Nous l'avons dit devant les représentants du patronat. Nous leur avons demandé s'ils acceptaient cette procédure de continuité des pourparlers jusqu'à la solution. Au stade primaire, après discussion directe entre les intéressés, après débat devant la commission paritaire départementale, le conflit serait porté dans la huitaine devant une commission où siègeraient des représentants de la Fédération syndicale et de la Fédération patronale ; puis, le cas échéant, devant une commission composée de représentants des deux Confédérations, patronale et ouvrière, avec dans l'un et l'autre cas, le ministre intéressé ou son représentant ». Frachon, le communiste « s'est prononcé lui aussi pour l'arbitrage obligatoire ». La chose et le mot sont là.

Enfin il fallait bien compenser aussi le renoncement aux occupations d'usine. Jouhaux suggère : « L'usine doit être neutralisée » en cas de grève, c'est-à-dire que lorsqu'une majorité de travailleurs s'est prononcée pour des revendications et que ces revendications n'ont pas obtenu satisfaction et qu'il s'ensuit un mouvement de grève, l'usine doit être fermée ». Hénaff approuve cette condition posée comme contre-partie à l'abandon de « la grève sur le tas ».

Le problème se trouve ainsi entièrement transporté sur le terrain de la lutte entre la tirelire ouvrière et le coffre-fort patronal. L'issue de la bataille n'est pas difficile à prévoir. Surtout quand celle-ci se déroule dans une ambiance de crise, qu'il est si aisément d'agir les commandes en province ou dans d'autres filiales ; et puis le contrôle de ces fermetures ne reste-t-il pas entre les mains des fonctionnaires gouvernementaux, d'une caste ou le souffre d'air républicain promis par le Front populaire et dont la tendance se rapproche beaucoup de celle des nationaux-communistes, ou « regrette » vivement les sévices de Guépou, on ne croit pas à la culpabilité des victimes de Staline, mais on se garde bien de tirer une conclusion sur le régime stalinien : il ne faut pas être trop dur pour les alliés, le jour prochain de l'Union sacrée on aura besoin d'eux. Nous ne reviendrons pas sur des articles publiés au sujet des exécutions dans le « Populaire », nos lecteurs les connaissent.

Il faut par contre signaler le mutisme de cet important hebdomadaire politique et littéraire qui s'intitule « Vendredi » et dont l'« indépendance » est copieusement arrachée par le milliardaire dévaluationniste Raymond Pâténotre et par la caisse du P.C., le « grand parti des militants pauvres et obscurs » (Thoré dixit).

Quant au « Canard Enchaîné », son silence au sujet de l'assassinat des vieux bolchevics s'explique par un simple oubli, ce même oubli sans doute qui fait que l'on évite d'attaquer certaine grande feuille fasciste. Il y aurait à faire dans le genre et le style du « Canard », un beau papier sur « Les histoires que ne racontent pas les collaborateurs du « Canard Enchaîné ». Il est dommage que les militants communistes ne lisent pas le journal du fasciste Gustave Hervé, ils auraient constaté qu'il est dans la ligne. Il comprend et approuve » les exécutions, mieux il s'en réjouit et constate que l'U.R.S.S. liquide les trublions et s'achemine vers le nationalisme. Même son de cloche dans la presse fasciste d'Italie qui applaudit M. Staline.

Nous nous en voudrions de ne pas citer un extrait d'un article sur le drame de Moscou paru dans la revue « *Esprit* ». Rappelez-vous que « *Esprit* » est une revue où collaborent de jeunes écrivains « Front populaire ». Il faut ajouter que c'est une revue vraiment indépendante et propre.

Voilà ce qu'écrivit le comité de rédaction de « *Esprit* » en post-scriptum à un article de V. Sergé :

« Il faut choisir : ou la révolution russe est encore en période de guerre au bout de vingt ans et c'est un aveu sur la prétendue popularité du régime, ou elle est profondément enracinée et l'exécution de Moscou est l'acte gratuit d'une dictature. Quelle différence avec Matteotti ?

« *Esprit* » a toujours donné sa signature aux protestations élevées en faveur des victimes de l'oppression politique d'où qu'en vienne l'initiative. Désormais quand l'initiative viendra du P.C. qui ose se prétendre encore le représentant de la démocratie ouvrière nous lui répondrons : incompté ! ou plutôt la secte politique stalinienne vient de montrer qu'elle possède une compétence indiscutable : celle de l'assassin pour l'assassinat. »

Ici nous ne pouvons qu'applaudir à ce réveil de l'esprit critique. Les balles de Moscou sont l'achèvement d'un stade de la révolution russe. En Europe aussi un stade va s'achever, celui qui vit naître et prendre de l'extension le mensonge du précédent socialisme et de la prétendue liberté de l'U.R.S.S. Fini le dilemme : fascism ou bolchevisme !

Le prolétariat a le droit de refuser le choix entre les assassins.

.. L. N.

GRAND MEETING

pour le soutien du Proletariat espagnol
MERCREDI 7 OCTOBRE, à 20 H. 30

Salle de la Mairie de Bicêtre

Orateurs :

FREMONT, (U. A.)
MONTEIL, (L.I.A.P.S.)
RINGEAS (Jeunesse Anarchistes)
MONCLIN, de la « Patrie Humaine »,
Retour d'Espagne.

P. ODEON, retour d'Espagne.

SEBASTIEN FAURE

Les J. S. et S.F.I.O. sont particulièrement invités à venir exposer leur point de vue sur l'Espagne.

Mais on nous dit pour atténuer la portée de ce geste antisocial : Nous surveillerons les prix pour les empêcher de monter, nous ferons en sorte que la dévaluation profite à la masse comme le cas s'est produit pour l'Amérique et l'Angleterre. On n'oublie qu'une chose et d'importance : c'est que l'inflation dans ces pays détenteurs de la presque totalité des matières premières est survenue dans une période de dégringolade des prix de gros alors que les marchés absorbent encore les produits manufacturés, tandis qu'aujourd'hui les marchés sont saturés, les entrepôts regorgent et que depuis plusieurs mois les prix de gros des matières premières que contrôlent l'Angleterre et l'Amérique sont en hausse. La différence de change ne jouera pas car il ne s'agit plus seulement de produire

et de vendre mais surtout de consommer alors que les travailleurs du monde entier ont perdu les moyens. La misère a trouvé le mur sur lequel elle bute et les expédients monétaires demeureront sans effet tant qu'on aura des entrepôts pleins à craquer et des millions de consommateurs sans ressources.

</

Le Coin des Jeunes

Des enfants! des enfants!!

France réveille-toi ! Tel est le cri d'alarme poussé dans l'air par le sieur Latzarus.

Chacun sait en effet que la France se dépendre !

Une honte !

Dans un article à faire pâlir de confusion le vertueux Cachin, Latzarus nous apprend que nous avons été les grands semeurs d'idéal ! Laisserons-nous périr la semence ? Laisserons-nous le flambeau éteindre ? Questions posées et résolues en moins de temps qu'il n'en faut pour l'écrire. Jamais moussi ! France d'abord. La semence. Toujours fraîche N. D. D., quant au flambeau nous empêcherons les rigolos d'y allumer leurs pipes.

Semeurs d'idéal, fameux ça, de quoi t'avaler sa cravate en lorgnant avec une fierté bien légitime les métèques qui nous entourent.

Et puis ce n'est pas tout, retombez sur la terre brave gens. En demandant aux français un petit effort supplémentaire, si nous osions dire, il s'agit encore et surtout de faire des soldats.

Auriez-vous enfin compris bande de mobilisables !

Somme toute, on vous demande 20 ans de sacrifices, d'abnégation, de soucis pour qu'un beau matin, fiston habillé de bleu tel un séraphin aille faire son andouille entre les 4 murs d'une caserne.

En apprentissage qu'il est rassuré que vous dira-t-on, l'heure de la vraie rigolade n'a pas encore sonnée.

Lorsqu'il saura avec la maestria et le goût nécessaire manier des engins que l'on peut sans se tromper qualifier de dangereux, alors seulement il sera sûr pour le champ de gloire et ses petits profits.

Des enfants encore pour ne pas priver le monde du cœur français, de l'esprit français, de l'âme française !

Ces réflexions partent n'en doutons pas d'un bon naturel.

Mais au fait, qu'est ce que cette fameuse race française semeuse d'idéal et tout et tout ?

La race, ce que t'appelle la race me répondrait aussitôt le subversif bardamu. C'est seulement ce grand ramassis de milieux dans ton genre, chasseurs, puceaux, transis, qui ont échoué ici poursuivis par la faim, la peste, les tumeurs et le froid, venus vaincus des 4 coins du monde, ils ne pourraient pas aller plus loin à cause de la mer, c'est ça la France et c'est ça les français.

C'est donc à ceux-là qu'un Latzarus (célè-

LA VOIX DE PROVINCE

LYON

Fait le Pour les « Libertaire »

Je vous ai aujourd'hui revenir sur la nécessité qui s'impose à tout militant de diffuser le Libertaire. Notre journal est actuellement très bien présenté, sa vente s'accroît, il nous faut continuer nos efforts pour la vente à la rue et dans tous les meetings. Camarades, un peu de courage. Ne restez pas dans votre tour d'ivoire. Descendez jusqu'à la foule, car elle ne viendra jamais à vous d'elle-même. Vous n'êtes donc pas révoltés lorsque à tous coins de rue vous entendez crier la « Voix du Peuple », l'« Humanité » comme « seuls » journaux de la classe ouvrière ? Le dévouement à leur parti est-il donc l'apanage des Stalinistes ?

Eh bien ! non ! Les anarchistes lyonnais se réassistent. Le « Libertaire », qui est le mieux présenté et le plus connu de tous les journaux anarchistes, sera par un grand nombre d'ouvriers qui, petit à petit, se débrouilleront le crâne. Mais pour cela, camarades, tous à l'œuvre !

M. Lavorel.

P. S. — En outre des kiosques habituels, les sympathisants trouveront le « Libertaire » le vendredi et le samedi soir :

1^e Devant « Prisunic », place du Pont.
2^e Devant la Bourse du Travail, place Guichard.

3^e Devant la Gare de Perrache.
Pour les abonnements, souscriptions, articles, librairie, etc., s'adresser au camarade Lavorel.

VALENCIENNES

Le développement de notre propagande

Nos affiches *Il faut fermer la gueule à nos amis fascistes*, ont eu un grand succès auprès de la classe ouvrière de la région. Il n'était pas rare de voir devant nos affiches des groupes de 20 à 30 personnes qui discutaient et commentaient favorablement leur texte. Cela prouve qu'il y aurait moyen de pénétrer dans les milieux ouvriers et de faire connaître nos conceptions anarchistes dans ce pays où le prolétariat est totalement sous l'influence communiste et socialiste ; il y aurait un grand travail de débrouillage de crânes à faire ; pour cela, il faut que tous nos camarades se mettent résolument au travail et, pour commencer, diffuser largement notre presse, et le « Libertaire » en particulier ; combien de sympathisants deviennent fidèles lecteurs du « Lib. » s'ils savent où trouver celui-ci. Avec les événements d'Espagne, faisons connaître aux ouvriers la bataille héroïque contre le fascisme de nos camarades de la F.A.I. et de la C.N.T. et leur projet de reconstruction par l'instauration du communisme libertaire, dès que le fascisme sera vaincu. Je crois que la diffusion du journal « L'Espagne Antifasciste » est tout indiquée pour cela.

Tous au travail pour soutenir nos vaillants camarades espagnols et pour l'anarchie.

Jean Traqué.

GRANDE REUNION PUBLIQUE

Jeudi 8 octobre, à 20 h 30

Salle du Cinéma Family
Rue de Fresnes, à Antony

Orateurs : PIERRE ODEON

RINGEAS, DOUTREAU

Un film sur la Révolution espagnole sera projeté à partir de 22 h, en séance privée.

AVIS IMPORTANT

Le journal l'Espagne antifasciste paraîtra dorénavant deux fois par semaine avec des informations directes de Madrid et de Barcelone.

LE GOUVERNEMENT BLUM ET LA GUERRE

(Suite de la 1^e page)

De deux choses l'une : ou bien Blum, rebute par les coups de gueule de Nuremberg et menacé parlementairement par les staliens, fait machine arrière et reprend la position traditionnelle de l'impérialisme français en politique extérieure. Ou bien il manœuvre, et son discours (ces artifices sont courants dans la politicaillerie bourgeois) où il faut masquer le plus possible ses changements de front, n'est qu'un moyen de plus d'assurer sa difficile existence en donnant des gages aux vieux nationalismes de droite comme au néo-nationalisme communiste, quitte à s'en dégager — au moins relativement — par la suite.

A vrai dire, nous tendrions plutôt à penser qu'il en est ainsi.

A deux reprises : d'abord à Luna-Park, en personne, ensuite à Rouen, dimanche dernier, par la bouche de Daladier, Blum a laissé entendre que la « France pacifique » allait lancer à Genève une proposition sensationnelle de négociations tendant à arrêter la course aux armements. Et l'on peut concevoir que, à la veille de prendre cette initiative, Blum ait entendu consolider ses positions intérieures (vis-à-vis de la droite, des radicaux et des communistes) et extérieures (vis-à-vis des « amis » anglais et des alliés russes).

Si Blum voulait vraiment tenter d'orienter l'impérialisme français vers un compromis avec son rival allemand, il pouvait, à cette fin — il pourra encore peut-être — frapper un coup décisif.

Ce coup, qui eût brisé le cercle infernal où se débat l'Europe, qui eût ressuscité le socialisme et atteint le fascisme dans sa source la plus vive, c'eût pu — ce pourrait peut-être encore — être la DENONCIATION SOLENNELLE DU TRAITÉ DE VERSAILLES PAR LA FRANCE DU FRONT POPULAIRE ET LE LANCEMENT CONCOMITANT D'UNE CONFÉRENCE INTERNATIONALE DE RECONSTRUCTION DE L'EUROPE.

Chef de la S.F.I.O., Blum avait, pour ce faire, la chance d'avoir, ainsi que son parti, refusé de voter les odieux traités de 1919, et par conséquent de se présenter au pouvoir les mains nettes de l'héritage sanguin.

Cette chance, il l'a gâchée, cette grande entreprise qui eut exigé, certes, une ardente campagne préalable d'agitation dans l'opinion et de profonds sondages diplomatiques, il l'a flanqué devant elle.

Il a fait bien le honteux héritage et, au lieu d'adresser un face aux ouvriers et aux paysans, de dire leur fait aux grands capitaines et de poser à grand éclat la question suprême de la paix et de la guerre, il a préféré ruser.

A nous de prendre garde et de sonner l'alarme.

A nous de faire tout ce que nous pourrons pour qu'un mouvement syndical lucide pèse de tout son poids dans la balance où la paix et la guerre sont en suspens.

B.

GUEULES FASCISTES

Le général Mola

Il fut un des derniers appuis de la monarchie agressive, et souscrivit sans réserve aux exactions, violences, assassinats, de la réaction fasciste-monarchiste.

Quand vint la République, si tendre pour les canailles galonnées de sa sorte, il s'y rallia, et reçut en échange de cette adhésion, la direction générale de la Sureté. Le put donner toute la mesure de la haine de classe, de caste plutôt contre les militaires.

Avec ses complices Sanjurjo, Franco, Queipo de Llano, Cabanelas, etc., il fut un des principaux fondateurs du complot du

XIX^e arr. — Réunion constitutive du Groupe des Jeunes vendredi 9 octobre, à 20 h. 30, salle 79, Faubourg-Saint-Antoine.

Groupe du XX^e. — Réunion du groupe de la J.A.C., 73, rue Mademoiselle, salle Lagneau.

XX^e arr. — Réunion du Groupe J.A.C. tous les mercredis à 21 heures, salle du Café, 169, rue de Crimée.

XX^e arr. — Réunion tous les vendredis à 21 heures, au local du « Libertaire », 29, rue Piat.

CHEZ LES CHOMEURS

Au bureau péritaire

Las d'attendre, et avec juste raison, des chômeurs ont su l'imposer, eux seuls, les numéros d'ordre, revendication tant légitime, qui apparaît un peu plus d'équité dans le placement ; cette revendication avait été obtenu, voici près d'un mois, par la délégation ouvrière, mais ne pouvait être refusée, étant déjà en vigueur dans plusieurs bureaux de placement.

Le Syndicat pouvait et aurait dû imposer son application dans les 48 heures. Maintenant, ce que nous devons combattre et faire supprimer c'est la formule qui donne libre choix au patron, sous prétextes de capacités et références professionnelles. Cette formule peut prêter cours à tous les abus et préférences, nous devons la combattre jusqu'à sa suppression.

Pour ce qui est des éléments troubles et équivoques, nous demandons à Charlot qu'il nous apporte des faits et des noms ? Puisqu'il les connaît ?

Il est donc nécessaire et utile de les démasquer à la corporation, pour qu'ils ne fassent plus longtemps le jeu du patronat.

Un groupe de copains lecteurs du « Libertaire ».

DANS LA BOUCHERIE

Un singulier correspondant ouvrier

Dans le n° 9 de la « Boucherie ouvrière » (C.G.T.), sous la signature de R. Veau (secrétaire adjoint), on lit un article, qui n'est rien moins que des revendications patronales, et qui ne peut qu'intéresser nos exploiteurs. C'est bien écrit, seulement il serait mieux à sa place dans une feuille patronale que dans un bulletin ouvrier. Voici ce qu'il y écrit R. Veau, textuellement :

1^e Il est par trop évident que les intérêts des petits artisans que nous sommes, et ceux de nos clients, ont été sacrifiés (ça, c'est déjà pas mal). Plus loin, il se lamente sur nos exploitants qui n'ont qu'une seule boutique.

2^e Il serait utile d'envisager également la création d'un frigorifrique à l'usage des détaillants étant compris dans ces derniers, celui qui ne possède qu'une succursale...

3^e Crédit d'un fonds de secours destiné à venir en aide aux corporans tombés dans le besoin, employés et petits patrons. (Ça, c'est pour la collaboration de classe.)

Malgré les lamentations de nos exploiteurs gros et petits, et pour les classes moyennes, cela ne risque pas d'envoyer les ouvriers bouchers qui sont depuis des mois à entendre, en vain, un employé au bureau de placement, ils demandent au secrétaire adjoint de relire l'A.B.C. du syndicalisme et qu'il n'en oublie pas la lutte de classe.

PETITE CORRESPONDANCE

Le camarade de Castelnau-d'Yves qui a envoyé 50 francs en mandat-poste, sans aucune indication, est prié de bien vouloir écrire au « Libertaire ».

Suzanne Rigault, donne ton adresse à Force Claude, chemin des Plots, Noisy-le-Grand (Seine-et-Oise).

LE MEETING DE LA MUTUALITÉ

Devant la foule ouvrière...

Salle plus que comble. Lecoin propose le bureau suivant : Maria Ascaso, assistée de Odéon et Carpenter.

Maria Ascaso, la sœur de notre regrette camarade Francisco Ascaso, très émue, remercie le peuple ouvrier parisien de ce qu'il a fait pour faire, autrefois, sortir son frère de prison et réclame une aide effective en faveur du prolétariat d'Espagne.

Odéon regrette que Francisco Ascaso n'ait pas eu la joie de voir le triomphe de ses camarades. Il a vu des militaires sur le front et exalte leur foi dans la victoire contre le capitalisme et le fascisme. Il faut les aider, car depuis deux mois, rien ne leur arrive comme aide. Des hommes attendent qu'il y ait un blessé ou un mort ou un malade pour avoir un fusil. Les armes arrivent seulement de l'autre côté. On demande au gouvernement d'observer la neutralité. Peut-on l'observer quand un peuple lutte pour sa libération ? Il faut envoyer des armes. Il ne s'agit plus de questions de bouteilles d'essence munies d'un dispositif d'allumage. Il nous demande de faire pression sur le gouvernement pour que la classe ouvrière puisse organiser le ravitaillement en armes des révolutionnaires espagnols. Et il nous donne d'intéressantes impressions sur la vie à la colonie Durruti, et fait part de l'étonnement des paysans quand on leur dit : la terre est à vous. Il termine en disant : « Nous envoyez pas d'hommes, mais des armes. »

Monclin. — Il est difficile pour ceux qui se réclament du pacifisme intégral de dire que les pacifistes sont de tout cœur et de toutes leurs forces avec ceux qui s'opposent au fascisme. La Patrie Humaine a toujours été dressée contre tout émissio de sang, mais apporte cependant son appui total aux révolutionnaires d'Espagne. Il est deux conceptions de la lutte et qui s'opposent. Blum dit : nous ne participons pas et nous refusons de livrer des armes. Nous avons pensé qu'il était difficile de s'y opposer. Difficile aussi de demander la collaboration avec le gouvernement espagnol. Nous avons pensé que l'organisme syndical qui compte 5 millions d'adhérents n'a pas fait son devoir en ne recouvrant que 2 millions de fr. Il est difficile d'apporter officiellement son appui au Gouvernement de front populaire espagnol, car le fascisme international pouvait alors, ouvertement, et en grand, apporter le sien aux fascistes d'outre-Pyrénées. Jusqu'à maintenant, nous étions contre la participation officielle. Mais devant le marché de dupes consenti par le Gouvernement de front populaire français, nous devons prendre position et demander la livraison des armes.

Emilienne Morin. — La compagnie de notre camarade Durruti, essaie de dominer son émotion pour nous appeler le salut fraternel de Durruti et celui de tous les militaires du front de Saragosse. Fait un exposé des préliminaires de la révolution. Après le 14 avril, les classes moyennes et les politiciens au pouvoir croyaient que le prolétariat se contenterait de leurs peines réformées. Mais, à la C.N.T. et à la F.A.I. on n'était pas satisfait, et on s'apprêtait à la lutte. Déjà, plusieurs mouvements avaient eu lieu (entre autres celui des mineurs des Asturias) et, malgré leur échec, la lutte s'organisait, car la haine des politiciens était restée au cœur des anarchistes catalans.

Elle nous met en garde contre la presse tendancieuse française. À la colonne Durruti, beaucoup de journalistes sont venus et ont eu des renseignements exacts. Grande fut sa déception en lisant les mensonges insérés dans la presse française. Tout en combattant, les anarchos-syndicalistes catalans ont su organiser la vie à l'intérieur de la province, sur la base du communisme libertaire. Par exemple, la propriété foncière est contrôlée, un propriétaire ayant le droit de manger, mais pas plus qu'un autre. Elle nous donne lecture d'une circulaire des administrateurs d'immeubles. Le vrai front populaire s'est formé dans la rue, C.N.T. et U.G.T., F.A.I., tous en parfait accord devant le péril commun. Au-dessus de Huesca, on a vu une formation de 18 avions, tous Junker et Caproni. Les désemparés rebelles sont tous armés de fusils allemands. Dit que devant ces faits, la neutralité n'a plus raison d'être. Nous pouvons quand même dire à notre gouvernement de faire ce que font l'Allemagne et l'Italie. Nous demandons à faire l'union ouvrière pour avoir plus de poids auprès de notre Gouvernement. Après la victoire, la C.N.T. et la F.A.I. se réservent l'organisation économique de la Catalogne. « Cela nous ne la laisserons pas à personne ». Elle nous donne des exemples d'échange. Elle nous donne des exemples d'échange. Nous devons former, conclut notre camarade, un front populaire, mais non gouvernemental. Le meilleur moyen de lutter contre la guerre, c'est lutter contre le fascisme qui est au service exclusif du capitalisme et de la réaction et qui menace actuellement tous les peuples non encore soumis à son despote.

Considérant d'autre part que seule la victoire du prolétariat espagnol peut assurer la paix et l'affranchissement de la classe ouvrière qui meurt actuellement pour sauver sa

